



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

6 JUILLET 2023

DELIBERATION N° 2023-075-DC

Le six juillet deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Madame Sylvie PRISSET, 1^{ère} Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le vingt-neuf juin deux mille vingt-trois et sous la présidence de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE

Membres présents :

Président, Jackie GOULET CLAISSE sauf 065 Présidence donnée à Sylvie PRISSET et 066 Présidence donnée à Michel PATTEE

Vice-présidents, Sylvie PRISSET (sauf 066), Michel PATTEE (sauf 067), Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE (sauf 067), Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Béatrice BERTRAND (sauf 065), Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION (de 057 à 077), Éric TOURON

Conseillers délégués, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT (de 057 à 084), Gilles TALLUAU (sauf 065)

Conseillers, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE (de 057 à 082), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD (de 057 à 082), Gilles BARDIN, Michel DELPHIN, Nathalie MORON, Laurence CAILLAUD, Éric POEHR, Nicole PEHU, Emmanuel BRAULT, Claudie MARCHAND, Arlette BOURDIER, Bernard HENRY
Laurent FERTE, suppléant Alain BOURDIN

Absent (s) / Excusé(s) :

Éric MOUSSERION, Alain BOURDIN, Didier ROUSSEAU, Isabelle GRANDHOMME, Olivier DESCHARD, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Benoît LEDOUX, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Marie-Luce DURAND, Myriam de CARCADAREC, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD, Patricia COCHET, Isabelle DEVAUX, Sylvain LEFEBVRE, François BREE, Noël NERON, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Nathalie LIEBAULT, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAUGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINEAU, Patricia VILLARME

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Eric MOUSSERION à Rodolphe MIRANDE, Sandrine LION à Béatrice BERTRAND (de 078 à 088), Jacky MARCHAND à Christian GALLE, Jacqueline TARDIVEL à Laurent NIVELLE (sauf 065), Sylvie BEILLARD à Eric TOURON (de 083 à 088), Jean-François MIGLIERINA à Armelle PONCET (sauf 065), Myriam de CARCADAREC à Pierre de BOUTRAY, Bruno CHEPTOU à Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD à Nicole MOISY, François BREE à Éric POEHR (sauf 065), Sylvain LEFEBVRE à Frédéric MORTIER, Noël NERON à Arlette BOURDIER, Béatrice GUILLON à Astrid LELIEVRE (sauf 065), Marc-Antoine NERON à Loïc BIDAULT (de 057 à 084), Nathalie LIEBAULT à Thomas GUILMET, Bruno PROD'HOMME à Grégory PIERRE (sauf 067), Géraldine LE COZ à Jackie GOULET CLAISSE (sauf 065), Christophe CARDET à Sophie TUBIANA, Bernard CHANDOUINEAU à Jean-Pierre ANTOINE

Secrétaire de séance : Sylvie PRISSET

	DC 057 à 064	DC 065	DC 066	DC 067	DC 068 à 077	DC 078 à 082	DC 083 à 084	DC 085 à 088
Membres en exercice	81	81	81	81	81	81	81	81
Quorum	41	41	41	41	41	41	41	41
Présents	51	48	49	49	51	50	48	47
Absents - Excusés	30	33	32	32	30	31	33	34
Pouvoirs	17	12	16	16	17	18	19	18
Votants	68	60	65	65	68	68	67	65

CONVENTION DE VEILLE FONCIERE ENTRE LE DEPARTEMENT, LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ET LA COMMUNE DE GENNES-VAL-DE-LOIRE

Dans le cadre de sa politique de l'habitat, le Département de Maine-et-Loire développe le dispositif opérationnel « Anjou Cœur de Ville » en faveur de la revitalisation des centres-villes et centres-bourgs.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire porte, sur son territoire, la maîtrise d'ouvrage de ce programme (études et mise en œuvre opérationnelle) au bénéfice des communes engagées.

La commune de Gennes-Val-de-Loire s'est portée candidate en 2019 au troisième appel à manifestation d'intérêt lancé par la Communauté d'Agglomération pour intégrer ce programme départemental dans une perspective de redynamisation des centres-villes des trois communes déléguées de Gennes, des Rosiers sur Loire et de Saint Martin de la Place.

La commune de Gennes-Val-de-Loire labellisée « Petites Villes de Demain » s'est par ailleurs engagée dans ce second programme visant à renforcer les moyens des collectivités de moins de 20 000 habitants exerçant des fonctions de centralité pour bâtir et concrétiser leurs projets de territoire jusqu'en 2026.

Afin de faciliter ces actions de revitalisation, la commune de Gennes-Val-de-Loire, souhaite s'engager dans une politique foncière active.

A cet effet, elle a sollicité le Département pour mettre en place une veille foncière sur les périmètres de centres-villes des trois communes déléguées désormais à l'étude.

La mise en œuvre des projets de revitalisation de centres-villes / centres-bourgs sera d'autant plus facilitée qu'une maîtrise foncière et immobilière pourra être assurée sur le périmètre d'intervention.

Les conditions d'intervention générale de la société publique locale Alter Public dans le champ de l'action foncière départementale ont été fixées dans une convention cadre signée le 23 juillet 2013 et ses actes subséquents : avenant n°1 signé le 9 novembre 2015, avenant n°2 signé le 11 juillet 2016, avenant n°3 signé le 31 juillet 2018, avenant n°4 signé le 15 janvier 2019 et avenant n°5 signé le 5 février 2020.

Cette veille foncière nécessite l'établissement d'une convention opérationnelle entre le Département de Maine-et-Loire, Alter Public, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la commune de Gennes-Val-de-Loire dont l'objet est de définir les conditions d'intervention d'Alter Public pour le compte et sous le contrôle du Département de Maine-et-Loire dans le champ de l'action foncière départementale.

Sur les secteurs d'intervention définis à la convention, la mission d'Alter Public porte sur les interventions suivantes :

- *acquérir tous les biens fonciers et immobiliers, ainsi que les biens meubles qui en seraient l'accessoire [fonds de commerce notamment]. Cette autorisation ne fait pas obstacle à l'acquisition directe par la Collectivité d'un bien compris dans ce périmètre si elle le juge utile ;*
- *portage foncier ;*
- *gestion des biens notamment gestion locative ;*
- *recouvrement / perception des charges diverses ;*
- *conseils auprès de la commune sur les études menées ;*
- *réalisation de travaux notamment déconstruction, entretien... ;*
- *revente des biens acquis avec l'accord de la collectivité ;*
- *réalisation si nécessaire de toute étude spécifique au projet (ex : étude zone humide) et diagnostic technique liés aux acquisitions foncières (diagnostic amiante, plomb, etc.), éventuellement en faisant appel à des prestataires extérieurs.*

Vu la loi n° 2004-809 relative aux libertés et responsabilités locales du 13 août 2004 ;

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L. 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur les compétences des communautés d'agglomération ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation notamment le chapitre II du Titre III ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des Statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération « Saumur Val de Loire » annexés à l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 du 16 décembre 2016 ;

Vu le Programme Local de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire adopté par délibération n° 2020-040 DC en date du 11 juin 2020 ;

Vu la délibération de la commune Gennes-Val-de-Loire en date du 30 mai 2023 sollicitant l'intervention du Conseil Départemental pour la mise en place d'une veille foncière et l'acquisition des terrains inclus dans les périmètres de centre-ville des communes déléguées tels que définis au projet de convention ;

Vu l'avis sollicité de la Commission Aménagement du Territoire, Habitat du 4 juillet 2023 ;

Considérant la nécessité d'intervenir de manière plus volontariste sur la réhabilitation des logements situés en centres villes où les problématiques de vacance accentuée et de vétusté du parc privé perdurent ;

Considérant la nécessité de disposer des moyens nécessaires pour mener à bien les projets de revitalisation de centre-ville par la maîtrise foncière et immobilière pendant les phases opérationnelles du dispositif Anjou Cœur de Ville et du programme « Petites Villes de Demain » ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE SOLLICITER** le Département de Maine-et-Loire pour la mise en place d'une veille foncière et l'acquisition des terrains inclus dans les périmètres définis à la convention ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention opérationnelle entre le Département de Maine-et-Loire, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, la commune de Gennes-Val-de-Loire et Alter Public visant à fixer les conventions d'intervention de Alter Public dans le champ de l'action foncière départementale.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes :
Pour : 68
Contre :
Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET-CLAISSE